



# Ce qui se cache derrière le mensonge de la crise financière grecque « surmontée » (analyse d'Ernst Wolff)



Comment se fait-il que le cours des actions des quatre plus grandes institutions financières grecques ait subi des pertes dramatiques au début du mois d'octobre puisque la Grèce n'avait été libérée du parachute de secours de l'euro qu'en août ? En outre, les grandes banques avaient reçu un certificat attestant qu'elles étaient à peu près rétablies. La situation en Grèce et dans le système bancaire grec est-elle présentée de manière trop positive ? Écoutez l'analyse de l'expert économique Ernst Wolff.

Quiconque a suivi l'évolution de la Bourse d'Athènes début octobre 2018, s'est frotté les yeux avec stupéfaction. Les cours des actions des quatre plus grandes institutions financières -Banque du Pirée, EuroBanque, Banque Alpha et Banque Nationale – ont subi des pertes pouvant atteindre quarante pour cent. Comment est-ce possible ? Après tout, la Grèce n'a été libérée du parachute de secours de l'euro qu'en août par le président du Conseil de l'UE et le commissaire aux finances de l'UE sous les applaudissements. En outre, les quatre grandes banques grecques n'ont passé avec succès le « stress test » de l'Autorité européenne de surveillance bancaire (ABE) qu'en mai 2018 et ont reçu un certificat de la Banque centrale européenne (BCE) attestant qu'elles étaient à peu près rétablies. Cela soulève la question suivante : La situation de la Grèce et celle du système bancaire grec sont-elles présentées de manière trop positive par la Banque centrale européenne et les responsables politiques, et quel est l'état réel du système bancaire grec ? Selon l'expert économique Ernst Wolff, ce qu'on appelle les « stress tests » des banques ne sont rien d'autre qu'un instrument de la BCE, avec lequel le public est trompé sur l'état réel du système financier. D'après lui, les résultats des « stress tests » ont été largement inutilisables. La raison en est que les grandes banques ont externalisé des crédits qui ne seront probablement jamais remboursés à des banques dites fantômes. Ces crédits irrécouvrables disparaissent ainsi de la comptabilité des banques. Malgré l'état de délabrement total des banques, on présente aux inspecteurs de la surveillance bancaire une belle façade. Le scandale ici, c'est que les inspecteurs savent exactement ce qui se joue et qu'ils attestent pourtant que les banques sont à peu près rétablies. Mais selon Ernst Wolff, la Grèce elle-même se trouve toujours dans une crise profonde, voici son analyse:

« La montagne de dettes du pays, de loin la plus élevée d'Europe, représente aujourd'hui environ 180 % du produit intérieur brut. Afin de maintenir l'illusion du remboursement, les créanciers du pays n'ont cessé d'étirer la dette. Les crédits [...] ont maintenant une durée résiduelle de 32 ans [...]. Tout cela n'est rien d'autre que des acrobaties numériques douteuses qui contournent l'aveu que la Grèce et ses banques sont depuis longtemps

Lien online: <u>www.kla.tv/13661</u> | Publié le: 08.01.2019



désespérément en faillite.

Pourquoi ? Parce que le secteur financier grec fait partie du casino financier international totalement hors de contrôle et parce que la faillite conduirait très probablement à l'effondrement de l'ensemble du système en raison des liens étroits entre capitaux grecs et étrangers et des risques incalculables pour l'euro [...] ».

Cette analyse d'Ernst Wolff, selon laquelle le sauvetage de la Grèce est en fait un sauvetage des banques grecques et du système financier international, est confirmée de manière impressionnante par une étude de l'université privée de Berlin ESMT. Selon cette étude, seuls 5 % des 216 milliards d'euros accordés à la Grèce par l'UE et le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre des deux premiers plans de sauvetage sont allés directement à la Grèce. 95 % des milliards d'euros d'aide sont allés à des banques privées, à la Banque centrale européenne et au FMI lui-même. Ainsi, ce qu'on appelle le sauvetage de la Grèce n'a apparemment pas sauvé la Grèce, mais le système financier international très mal en point. La poursuite du surendettement catastrophique de la Grèce n'est que la conséquence logique de ces plans de sauvetage très criminels. Pour dissimuler cela, l'UE, la BCE et le gouvernement grec ont évidemment construit un gigantesque bâtiment de mensonges sur la crise grecque prétendument surmontée

de hag

#### Sources:

#### **SOURCES:**

www.tagesschau.de/wirtschaft/griechenland-banken-133.html

https://finanzmarktwelt.de/realsatire-eu-bankenaufsicht-laesst-griechische-banken-stresstest-bestehen-durchfallen-war-gar-nicht-moeglich-89390/

https://de.sputniknews.com/kommentare/20181008322557208-griechenland-krise-finanzen/http://inflationsschutzbrief.de/griechenland-rettung-95-prozent-an-finanzsystem/

### Cela pourrait aussi vous intéresser:

#ErnstWolff-fr - www.kla.tv/ErnstWolff-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- → ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- → peu entendu, du peuple pour le peuple...
- → des informations régulières sur <u>www.kla.tv/fr</u>

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

## Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: <a href="mailto:www.kla.tv/vernetzung&lang=fr">www.kla.tv/vernetzung&lang=fr</a>

Lien online: www.kla.tv/13661 | Publié le: 08.01.2019



# Licence: © Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.